

Niveau(x) d'enseignement: 3
Centre d'intérêt: 620

Numéro EDUQ : 8571000

La Responsabilité civile et les brigades scolaires de sécurité routière / [par la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, le Ministère de l'éducation, l'Automobile et Touring Club du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec]. -- [Québec : La Régie, 1985].
15 p. : 24 cm.

Titre de la couv. Code: 0-0216.

ISBN 2-550-11594-5

Descripteur(s): *Sécurité scolaire *Transport scolaire *Responsabilité
*Rôle de la commission scolaire *Rôle de l'école *Rôle des parents
*Primaire (Niveau)

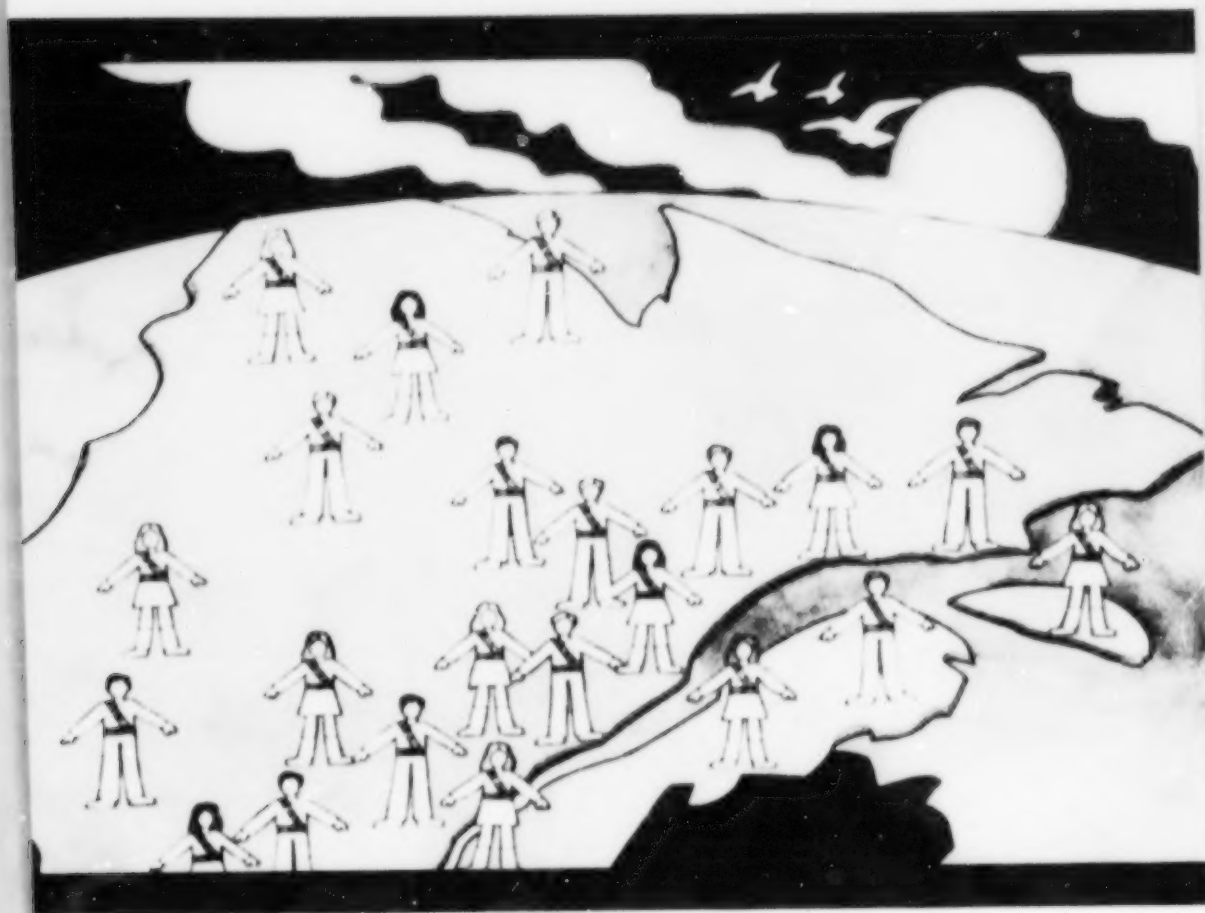
Identificateur(s) de sujet: *Brigade scolaire de sécurité routière

La question de la responsabilité civile du brigadier scolaire de sécurité routière est souvent soulevée depuis quelques années. Le Comité provincial de concertation sur les programmes de sécurité routière en milieu scolaire a mandaté quatre de ses organismes membres pour étudier conjointement la responsabilité civile du brigadier scolaire et rédiger le présent document d'information dont le but premier est de clarifier les responsabilités des principaux intervenants.

Dans un premier chapitre, on précise le rôle d'une brigade scolaire de sécurité routière et la tâche d'un brigadier scolaire. Puis, dans le deuxième chapitre, on rappelle les objectifs de formation personnelle et sociale de la brigade scolaire. Enfin, dans le dernier et principal chapitre, on présente un exposé théorique sur la responsabilité civile et on détermine les responsabilités de la commission scolaire, de l'école et des parents en ce qui a trait à l'implantation et à l'animation d'une brigade scolaire de sécurité routière.

Type de document: d

La responsabilité civile et les brigades scolaires de sécurité routière



Photographie de la page couverture tirée du
diaporama - Pascal et Pascau brigadiers pour la
vie - produit par la Régie de l'assurance automobile
du Québec.



Régie de
l'assurance automobile
du Québec

Sillery, le 15 février 1985

OBJET: Documents relatifs au programme des brigades scolaires
de sécurité routière.

Madame,
Monsieur,

Je vous transmets un document traitant de la responsabilité civile
reliée aux brigades scolaires de sécurité routière ainsi qu'un
texte établissant les liens entre les objectifs de la brigade sco-
laire et certains objectifs du programme de formation personnelle
et sociale.

Nous croyons que ces renseignements pourront faciliter vos démar-
ches dans le choix d'activités de formation et d'apprentissage
des jeunes.

Le Comité provincial de concertation sur les programmes de sécu-
rité routière en milieu scolaire est à l'origine de la réalisation
de ces documents. La Fédération des commissions scolaires catho-
liques du Québec et la Régie de l'assurance automobile, membres du
Comité, sont responsables de l'envoi de ces documents aux agents
de l'éducation en milieu scolaire.

Vous pouvez obtenir tout renseignement additionnel sur le programme
des brigades scolaires en communiquant avec les responsables de
la promotion, soit à l'Automobile et Touring Club auprès de madame
Jacqueline Abgral (418-653-2600) ou à la Régie de l'assurance au-
tomobile auprès de madame Hélène Roy (418-643-1878).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations
distinguées.

Le directeur des Politiques
et Programmes,


Jean-Claude Cloutier

P.J.

**Ce document a été préparé
conjointement par:**

La Fédération des commissions scolaires
catholiques du Québec

Le ministère de l'Éducation

L'Automobile et Touring Club du Québec

La Régie de l'assurance automobile
du Québec

Pour éviter d'alourdir le texte, nous nous
sommes conformés à la règle qui permet
d'utiliser le masculin avec une valeur de neutre
lorsque l'on parle de façon générale.

Table des matières

	Page
Introduction	
Chapitre I	3
La brigade scolaire de sécurité routière	
• Rôle de la brigade scolaire	3
• Tâche d'un brigadier scolaire	3
• Formation des brigadiers scolaires	4
Chapitre II	
La brigade scolaire, un instrument de formation personnelle et sociale	
• Le développement d'attitudes sécuritaires	5
• Un instrument de socialisation	5
• Un prolongement au programme de formation personnelle et sociale	5
• Une affaire de concertation	5
Chapitre III	
Responsabilité civile	
• Introduction	7
• Définitions	7
• Le droit	8
• La faute	8
• Le dommage	9
• Le lien de causalité	9
• Conclusion	10
La responsabilité civile et les brigades scolaires	
• La commission scolaire	10
• L'école	11
• Les parents	12
• Conclusion	12
Conclusion	13

Introduction

La question de la responsabilité civile du brigadier scolaire de sécurité routière est souvent soulevée depuis quelques années.

Le Comité provincial de concertation sur les programmes de sécurité routière en milieu scolaire a mandaté quatre de ses organismes membres pour étudier conjointement la responsabilité civile du brigadier scolaire et rédiger le présent document d'information dont le but premier est de clarifier les responsabilités des principaux intervenants.

Dans un premier chapitre, on précise le rôle d'une brigade scolaire de sécurité routière et la tâche d'un brigadier scolaire.

Puis, dans le deuxième chapitre, on rappelle les objectifs de formation personnelle et sociale de la brigade scolaire.

Enfin, dans le dernier et principal chapitre, on présente un exposé théorique sur la responsabilité civile et on détermine les responsabilités de la commission scolaire, de l'école et des parents en ce qui a trait à l'implantation et à l'animation d'une brigade scolaire de sécurité routière.

Chapitre I

LA BRIGADE SCOLAIRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La brigade scolaire de sécurité routière est formée de garçons et de filles qui contribuent à assurer la sécurité des écoliers près d'un établissement scolaire.

Les activités reliées au programme de la brigade scolaire se déroulent dans le cadre d'activités parascolaires. Les aînés du cours primaire apportent ainsi leur appui aux agents d'éducation de l'école en ce qui concerne le respect des mesures de sécurité propres à leur école.

La collaboration active des enseignants, des parents, des chauffeurs d'autobus scolaires constitue un facteur essentiel à la réussite du projet.

Rôle de la brigade scolaire

Le rôle de la brigade scolaire est d'inciter les écoliers à la prudence lors de leurs déplacements comme piétons et usagers de l'autobus scolaire et à l'occasion de diverses activités scolaires et parascolaires.

Le fait que certaines tâches relatives à la sécurité soient confiées aux membres d'une brigade scolaire ne diminue en rien les responsabilités qu'une commission scolaire confie à son personnel de direction, à ses enseignants ainsi que celles des chauffeurs d'autobus scolaires.

La brigade scolaire vient appuyer la démarche éducative des parents qui se préoccupent d'inculquer à leurs enfants des attitudes positives à l'égard de la sécurité.

Les brigadiers scolaires peuvent exercer un rôle d'une importance primordiale aux endroits suivants.

- *Le chemin de l'école*

Faciliter la traversée des écoliers aux croisements ou aux passages pour piétons d'une voie publique.

- *L'autobus scolaire*

Assister le chauffeur lors du déplacement des écoliers aux abords et dans l'autobus scolaire.

- *La cour de l'école*

Collaborer, avec les responsables de la surveillance, à la sécurité des écoliers lors de la rentrée et de la sortie de l'école et pendant les récréations.

- *L'école*

Collaborer à assurer l'ordre et à faciliter les déplacements chaque jour ou lors d'activités spéciales.

Tâche d'un brigadier scolaire

L'essentiel de la tâche d'un brigadier scolaire est d'assister les autorités de l'école et les chauffeurs d'autobus scolaires lorsqu'il est question de sécurité en milieu scolaire.

La tâche des brigadiers scolaires ne s'oppose pas à celle des brigadiers adultes. Ces derniers sont des employés d'une municipalité chargés d'assurer la sécurité des enfants aux intersections principales.

D'une façon générale, la tâche d'un brigadier scolaire est de faire connaître et de faire respecter les règles de sécurité aux écoliers lors de leurs déplacements.

Les brigadiers scolaires doivent venir en aide à des écoliers dans diverses circonstances.

- *Sur le chemin de l'école*

Sur le chemin de l'école, lorsqu'un brigadier scolaire aide à contrôler les déplacements des écoliers, il doit se placer sur le trottoir ou l'accotement et coordonner les mouvements des écoliers qui traversent la voie publique.

- *En autobus scolaire*

Aux abords de l'école, plus particulièrement au départ et à l'arrivée de l'autobus scolaire, le brigadier scolaire guide les élèves vers l'autobus ou vers l'école. En faction près de l'autobus, le brigadier scolaire intervient pour faciliter la descente ou la montée des élèves dans l'autobus.

Durant le trajet, à la demande du chauffeur, le brigadier scolaire prête assistance lorsqu'il s'agit de s'assurer du respect des consignes de sécurité.

À la descente, le brigadier scolaire incite les élèves à s'éloigner immédiatement de l'autobus et, s'il y a lieu, à traverser la voie publique. Au signal du chauffeur, il aide au contrôle des déplacements devant l'autobus scolaire.

- *Dans la cour de l'école*

Dans la cour de l'école, le brigadier scolaire assiste le surveillant pour faciliter les mouvements d'arrivée et de départ, pour diriger les élèves aux sorties et aux rentrées de récréation. De plus, il facilite le libre accès aux lieux de récréation.

- *À l'école*

Dans les couloirs et les autres lieux de rassemblement de l'école, le brigadier scolaire aide aux déplacements des élèves aux heures d'affluence ou lors d'activités particulières.

À certaines périodes de l'année, le brigadier scolaire peut guider les visiteurs lors de rencontres spéciales ou de cérémonies exceptionnelles.

Formation des brigadiers scolaires

L'on ne peut évidemment pas s'improviser brigadier scolaire de sécurité routière. Afin de pouvoir remplir efficacement leurs tâches, les aspirants-brigadiers doivent recevoir une formation adéquate.

Les responsables de la brigade scolaire doivent s'assurer que les brigadiers scolaires apprennent les règles élémentaires de sécurité et le règlement de la brigade scolaire.

Les brigadiers scolaires doivent aussi participer à un entraînement sur place afin de se familiariser avec la tâche qui leur sera confiée.

Les principales démarches à effectuer pour former des brigadiers scolaires sont indiquées dans les documents de soutien relatifs à l'organisation d'une brigade scolaire de sécurité routière.

Chapitre II

LA BRIGADE SCOLAIRE UN INSTRUMENT DE FORMATION PERSONNELLE ET SOCIALE

Le développement d'attitudes sécuritaires

L'organisation d'une brigade scolaire est l'un des moyens que privilégient beaucoup d'écoles pour assurer la sécurité des écoliers sur le chemin de l'école et dans diverses activités scolaires et parascolaires.

De plus, en proposant des règles de prudence relativement aux déplacements sur le chemin de l'école, on prépare les écoliers et les membres de la brigade scolaire à devenir des usagers de la route avertis. De cette façon, on favorise l'émergence d'attitudes positives vis-à-vis de la sécurité routière.

Un instrument de socialisation

Les brigadiers scolaires retirent de leur participation à cette activité des avantages incontestables. En effet, la tâche qui leur est confiée permet de développer leur sens civique et leur sens des responsabilités tout en les incitant à adopter des comportements responsables pour leur propre sécurité et celle d'autrui.

De tels comportements ont une incidence certaine sur la socialisation, la prise en charge et l'engagement social. La discipline personnelle, la ponctualité et le sens du bénévolat sont, entre autres choses, des manifestations tangibles de l'atteinte de ces objectifs.

Un prolongement du programme de formation personnelle et sociale

Les attitudes et les comportements mentionnés précédemment concordent aussi en partie avec les objectifs poursuivis par l'un des programmes officiels du ministère de l'Éducation, le programme de formation personnelle et sociale. Le développement d'attitudes conformes aux règles de la sécurité routière constitue explicitement l'un des objectifs du volet « santé » de ce programme. Les autres objectifs mentionnés se retrouvent dans l'un ou l'autre des volets suivants: « vie en société » et « relations interpersonnelles ».

Par conséquent, la participation à une brigade scolaire devient, pour un élève, une sorte de complément et de prolongement des objectifs poursuivis en classe.

La formation des jeunes, une affaire de concertation

Sur le plan scolaire, on insiste fortement sur la nécessité de la concertation des agents de l'éducation: la direction de l'école, les enseignants et les parents. Le principal avantage de la concertation réside dans la continuité et la cohérence des actions. Une activité parascolaire telle que la brigade scolaire requiert, pour les mêmes raisons, cette concertation des agents de l'éducation. L'appui du corps policier ajoute une dimension enrichissante à cette concertation.

Chapitre III

RESPONSABILITÉ CIVILE

Introduction

Toute personne est appelée, à un moment ou à un autre, à prendre des décisions et à poser des gestes dont les conséquences juridiques n'apparaissent pas nécessairement à première vue.

L'enseignant, l'administrateur scolaire de même que les élèves ou leurs parents peuvent prendre des décisions ou poser des gestes qui peuvent engager leur responsabilité personnelle ou celle de la commission scolaire. Toutefois, les risques d'engager sa propre responsabilité ou celle d'autrui ne devrait pas paralyser toute activité, à condition de prendre certaines précautions et de bien évaluer les risques.

Cette étude sur la responsabilité, même si elle peut paraître théorique, vise à vulgariser certains principes juridiques et ainsi faciliter l'organisation et le fonctionnement des brigades scolaires, puisque chacun des intervenants connaîtra le rôle qui lui revient.

Définitions

Voici quelques définitions qui permettront de vous assurer que les termes utilisés ont la même signification pour tous.

Responsabilité civile: Obligation de réparer le dommage causé à autrui par sa propre faute ou par la faute ou le fait des personnes ou des choses dont on a la garde.

Jurisprudence: Ensemble des jugements des tribunaux dont on extrait des principes à la lumière desquels on interprète la loi.

Garde (légale): Pouvoir et obligation de surveiller et de prendre soin de quelqu'un ou de quelque chose.

Cas fortuit
Cas de force majeure: Ces deux expressions servent à désigner un événement imprévisible (cas fortuit) ou irrésistible (force majeure); dans les deux cas, il s'agit d'un événement contre lequel on ne peut rien faire et qui ne peut engager de responsabilité, puisqu'il arrive par la faute de personne.¹

Préposé: Une personne qui accomplit un acte ou une fonction déterminée sous la direction ou le contrôle d'une autre.

Maître et commettant: Ces deux termes désignent généralement la personne qui a pour fonction et pouvoir de diriger d'autres personnes.

Parents: Les détenteurs de l'autorité parentale soit le père et la mère conjointement et toute autre personne à qui l'autorité parentale a été accordée par décision judiciaire.

¹ Les quatre premières définitions sont tirées du Guide sur la responsabilité civile produit par le service du contentieux de la C.E.C.M.

Le droit

Toute étude, juridique ou autre, doit commencer par un exposé des principes théoriques pour ensuite les appliquer aux situations que la vie provoque. Cependant, une étude juridique portant sur la responsabilité civile dans le cadre de l'organisation des brigades scolaires ne saurait être complète et exhaustive. Nous ne pouvons évidemment pas tirer des conclusions certaines, en l'absence de faits précis, car ce serait là nous substituer aux tribunaux qui ont à rendre ces décisions. Nous pouvons cependant utiliser ce que ces tribunaux ont déjà dit.

Les principes de la responsabilité civile prennent leurs sources dans les articles 1053 et suivants du Code civil:

Art. 1053 « *Toute personne capable de discerner le bien du mal, est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté.* »

Art. 1054 « *Elle est responsable non seulement du dommage qu'elle cause par sa propre faute, mais encore de celui causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses qu'elle a sous sa garde.*

Le titulaire de l'autorité parentale est responsable du dommage causé par l'enfant sujet à cette autorité.

L'instituteur et l'artisan, pour le dommage causé par ses élèves ou apprentis, pendant qu'ils sont sous sa surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu seulement lorsque la personne qui y est assujettie ne peut prouver qu'elle n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage.

Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et ouvriers, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés. »

À partir de ces deux articles, nous pouvons établir les conditions essentielles de la responsabilité civile: la faute, le dommage et le lien de causalité entre le dommage subi et la faute commise.

La faute

La faute est l'élément primordial car, en règle générale, lorsqu'il y a faute, il y a responsabilité ou inversement.

La faute qui engage la responsabilité peut consister à faire quelque chose qu'on ne doit pas faire, ou encore à ne pas faire quelque chose qu'on devrait faire. Il n'est pas du tout nécessaire d'avoir voulu commettre une faute pour que la responsabilité civile en découlant puisse être engagée. Une négligence, une imprudence ou une inhabileté peuvent en soi, constituer une faute engageant la responsabilité.

Le critère d'évaluation le plus sûr serait celui du « bon père de famille ». Il faut se demander ce que ferait un homme normalement prudent, dans des circonstances semblables, pour déterminer si l'on commet une faute en faisant ou en ne faisant pas quelque chose. Ce bon père de famille dont parle le Code civil et la jurisprudence n'est pas l'homme le plus prudent. C'est plutôt l'homme moyen qui prend les précautions raisonnables pour éviter tout accident fâcheux.

La détermination de la faute est donc une question de circonstances:

« (...) la loi n'exige pas qu'un homme prévoit tout ce qui est possible. On doit se prémunir contre un danger à condition que celui-ci soit probable, qu'il entre ainsi dans la catégorie des éventualités normalement prévisibles. Exiger davantage et prétendre que l'homme prudent doit prévoir toute possibilité, quelle que vague qu'elle puisse être, rendrait impossible toute activité pratique. »²

« Le plus sûr critère de la faute dans des conditions données, c'est le défaut de cette prudence et de cette attention moyenne qui marque la conduite d'un bon père de famille; en d'autres termes, c'est l'absence de soins ordinaires qu'un homme diligent devrait fournir dans les mêmes conditions. Or, cette somme de soins varie suivant les circonstances, toujours diverses, de temps, de lieu et de personne. »³

Ainsi, un directeur d'école, qui confierait des fonctions de brigadier à un élève de 6 ou 7 ans dans une cour d'école où la majorité des élèves sont plus âgés que lui, risquerait d'être tenu responsable d'un accident, du simple fait que le brigadier aurait été trop jeune pour assumer les fonctions qu'on lui aurait confiées.

Il en irait de même pour des parents qui inciteraient leur enfant à ne pas respecter les indications des responsables des brigades scolaires, si la preuve est faite que la cause de l'accident prend sa source dans cette incitation. La faute des parents consisterait à avoir incité leur enfant à ne pas respecter les consignes.

Le dommage

Le dommage est l'autre élément essentiel de la responsabilité civile. S'il arrivait qu'un brigadier scolaire commette une faute sans que personne ne subisse de dommage, il n'y aurait donc pas de responsabilité civile engagée. Ainsi, un brigadier scolaire qui incite des élèves à traverser une rue à un feu rouge commet une faute. Toutefois, si aucun accident ne survient à cette occasion, il n'y aurait pas de dommage, donc pas de responsabilité.

Il nous faut, cependant, considérer les cas où un dommage est effectivement subi. Dans ces cas, la jurisprudence a élaboré certains critères d'évaluation. Ainsi, l'évaluation du dommage subi par une victime a:

« (...) une fonction purement compensatoire. Ce principe reconnu par la jurisprudence québécoise fait en sorte que l'indemnité qui est allouée par le tribunal tient compte de la perte effectivement subie et du gain manqué et que cette évaluation s'attache à la réparation suite au préjudice effectivement subi. »⁴

Il en résulte que le dommage doit toujours être une perte réellement subie et découlant directement de la faute que l'on reproche. On ne serait pas indemnisé pour un dommage simplement possible ou même probable.

Le lien de causalité

La jurisprudence nous dit:

« Le dommage doit avoir été la conséquence logique, directe et immédiate de la faute. »⁵

Dans toute poursuite de responsabilité civile, il faut donc convaincre le tribunal que les dommages réclamés par la victime sont la conséquence logique et directe de la faute commise par la personne poursuivie.

2. OUELLET c. CLOUTIER (1947) R.C.S. 521

3. OEUVRE DES TERRAINS DE JEUX DE QUÉBEC c. CANNON (1940) 69 B.R. 112

4. Lord, Normand, RESPONSABILITÉ CIVILE DÉLIC-
TUELLE ET ÉVALUATION DES DOMMAGES ET
INTÉRÊTS, C.F.P.B.C. 1990, vol. 5, Éditions Yvon
Blais inc., p. 89

5. Voir note 4, p. 9

En résumé

Pour gagner une cause dans une poursuite de responsabilité, il faudra prouver au tribunal que la personne poursuivie a commis une **faute** et que, par cette faute, elle a **causé un dommage**.

LA RESPONSABILITÉ CIVILE ET LES BRIGADES SCOLAIRES

La commission scolaire

Tous les principes que nous avons énumérés s'appliquent aux commissions scolaires lors de l'organisation des brigades scolaires mais aussi, et surtout, dans le déroulement quotidien de cette activité.

Puisqu'une commission scolaire est une personne morale au sens du Code civil, elle peut commettre une faute, soit par elle-même, soit par le fait de ses préposés. Nous avons défini le terme **préposé**. Il convient de noter que la notion de préposé inclut tous les employés d'une commission scolaire, syndiqués, non syndiqués et cadres, ainsi que toute personne qui effectue une tâche, même bénévole, avec l'accord de la commission scolaire et pour le bénéfice de celle-ci. C'est particulièrement le cas des brigadiers scolaires.

Imaginons la situation où une faute commise par un brigadier scolaire engage la responsabilité d'une commission scolaire. Pendant qu'il exerce ses fonctions sur le chemin de l'école, un brigadier scolaire incite les élèves à traverser une rue en courant, au moment où des automobiles sont en vue et même si le signal lumineux ne permet pas de traverser. Les enfants se mettent alors à courir et l'un d'entre eux trébuche et se frappe la tête sur l'arête du trottoir. Il subit une fracture du crâne et différentes contusions.

Il nous semble que le brigadier a commis une faute en incitant des élèves à traverser une rue en courant. L'élève qui a trébuché a évidemment subi des dommages dont l'évaluation exacte peut facilement être effectuée par un médecin. De plus, le dommage que l'élève a subi dans sa course serait la conséquence de l'incitation à courir faite par le brigadier scolaire.

Conformément à ce que nous avons vu précédemment, les trois conditions pour qu'il y ait responsabilité civile sont présentes (faute, cause, dommage).

Toutefois, agissant à titre de brigadier scolaire pour la commission scolaire et assumant une fonction attribuée par celle-ci par l'intermédiaire de l'école, c'est la responsabilité de la commission scolaire qui serait engagée dans la mesure où le brigadier n'a pas enfreint les indications de la personne responsable. Nous examinerons plus loin le cas où l'on contrevient aux indications de la personne responsable.

La situation serait bien différente si l'élève avait été frappé par un véhicule automobile. En effet, la Loi sur l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chap. A-25) stipule que la victime d'un dommage corporel causé par une automobile est indemnisée par la Régie de l'assurance automobile sans égard à la responsabilité de quiconque. Ainsi, même si le brigadier scolaire avait commis une faute, la Régie de l'assurance automobile devrait indemniser la victime et aucune poursuite ne pourrait être intentée contre la commission scolaire dans ce cas.

Il pourrait également arriver qu'une commission scolaire soit tenue responsable d'une faute commise par un membre de son personnel qui a la charge des brigades scolaires. Cette personne doit fournir aux brigadiers toute la formation nécessaire et veiller au bon déroulement de cette activité. Agissant dans le cadre

d'un programme de formation personnelle et sociale, l'enseignant ou toute autre personne mandatée par la commission scolaire doit faire connaître aux jeunes les règles de sécurité que ceux-ci devront mettre en application et s'assurer que ces règles seront respectées par les brigadiers.

Comme nous l'avons mentionné, il n'est pas nécessaire que l'enseignant ait prévu tout ce qui est possible, mais il doit plutôt prévoir ce qui est normalement prévisible. Dans l'exemple que nous avons utilisé déjà, il nous semble que la personne responsable devait indiquer aux brigadiers qu'on ne doit pas courir pour traverser une rue. C'est une règle de sécurité essentielle. Puisqu'il ne l'a pas fait, et qu'un accident survient à cause de cela, il commet une faute engageant la responsabilité de la commission scolaire. De plus, il doit s'assurer que les brigadiers respectent ces règles. Toujours en nous servant du même exemple, si la personne constate que le brigadier incite les élèves à courir pour traverser la rue et qu'il ne fait rien pour corriger la situation, il commet une faute risquant d'engager la responsabilité de la commission scolaire, si un accident survient occasionnant un dommage.

Voilà pourquoi le rôle de la personne chargée des brigades scolaires est très important.

Il existe, bien entendu, des cas où la responsabilité d'une commission scolaire ne sera pas retenue parce que ses préposés n'auront pas commis de faute. C'est le cas, si la personne chargée des brigades a bien fait son travail en choisissant les brigadiers, en leur donnant les indications requises et en s'assurant que ces indications sont respectées.

En terminant sur ce point, il convient de noter que les assurances responsabilités des commissions scolaires couvrent généralement le cas des fautes commises par leurs préposés. Une simple vérification auprès du courtier d'assurances confirmera le tout.

L'école

La situation juridique de l'école est différente car, selon la Loi sur l'instruction publique, elle est une entité institutionnelle qui fait partie de la commission scolaire. Elle ne jouit donc pas d'une personnalité juridique distincte de la commission scolaire. Les membres du personnel de l'école sont donc considérés comme des préposés de la commission scolaire, à la condition, toutefois, qu'ils répondent de leurs gestes au directeur de l'école. Outre le personnel rémunéré de l'école, il peut arriver que des parents assument bénévolement la responsabilité de l'organisation de brigades scolaires à l'école. Ils sont alors considérés comme des employés de la commission scolaire dans la mesure où ils agissent dans le cadre des fonctions qui leurs sont attribuées.

Ainsi, une faute commise par un parent engagerait la responsabilité de la commission scolaire de la même façon que si elle était commise par un de ses employés.

Puisque l'organisation et le fonctionnement des brigades scolaires sont assumés par l'école, le personnel de direction doit prendre les moyens pour que cette activité se déroule sans difficulté. Comme toute autre activité, il revient à la direction de l'école, au personnel ou aux parents de donner la formation pertinente et les indications nécessaires aux brigadiers scolaires. Les principes généraux de la responsabilité civile (faute, cause, dommage) s'appliquent encore ici.

En effet, il n'est pas nécessaire que les personnes responsables aient prévu toutes les possibilités, mais plutôt les éventualités normalement prévisibles; c'est la notion du « **bon père de famille** ».

C'est l'absence de formation des brigadiers scolaires et un défaut de surveillance qui peuvent constituer une faute engageant la responsabilité de la commission scolaire.

Nous suggérons aux écoles qui désirent mettre sur pied une brigade scolaire d'en informer la commission scolaire pour que celle-ci puisse appliquer les principes dont il a été question dans la section précédente.

Les parents

Les parents ont un rôle très important à jouer. Ils devraient accepter que leur enfant participe à cette activité. Étant titulaire de l'autorité parentale, au sens de notre droit, il pourrait arriver que la responsabilité de leur enfant et leur propre responsabilité soit engagée.

Illustrons ces possibilités à l'aide de l'exemple que nous avons déjà utilisé. Imaginons que le brigadier scolaire qui a incité des élèves à courir pour traverser la rue a reçu à l'école toute la formation requise d'une personne responsable et que cette personne responsable l'a déjà avisé qu'il ne fallait pas inciter les élèves à courir. Si, malgré cela, ce brigadier continue à le faire et qu'un élève se blesse en trébuchant de la façon déjà décrite, deux situations fautives peuvent alors engager la responsabilité civile des parents.

Les parents peuvent avoir incité leur enfant brigadier à ne pas respecter les indications des personnes responsables. Dans ce cas, les parents commettent une faute qui peut engager leur responsabilité, s'il est prouvé que cette incitation est la cause du dommage subi par la victime.

L'autre situation est celle concernant la responsabilité personnelle du brigadier. Il peut arriver que, malgré les indications reçues des responsables de l'école et sans l'intervention des parents, les brigadiers, en toute connaissance de cause, incitent des élèves à courir. Si cette incitation est la cause du dommage subi, la responsabilité du brigadier peut être engagée car il a commis une faute. La faute consiste principalement à avoir enfreint les consignes de sécurité en toute connaissance de cause.

Dans ce contexte, il ne serait plus considéré comme préposé de la commission scolaire, car il n'agirait plus dans le cadre des fonctions que la commission scolaire lui a attribuées.

Conclusion

De tout ce qui précède, il nous semble important de tirer quelques grands principes.

Les risques relatifs à l'organisation et au fonctionnement des brigades scolaires sont réels. Toutefois, la connaissance des risques ne doit pas être un facteur empêchant la mise sur pied d'une telle activité. Comme la jurisprudence l'a déjà affirmé, si l'on exigeait qu'un homme prévoit tout ce qui est possible, cela rendrait impossible toute activité pratique.

Il convient maintenant d'attirer l'attention sur certaines conditions qui devraient être respectées par tous les intervenants:

- donner une formation et de l'information aux personnes responsables des brigades scolaires;
- fournir une information complète aux parents;
- obtenir le consentement des parents;
- préciser le rôle des brigadiers scolaires;
- obtenir que les règles de sécurité soient respectées par les personnes responsables, les parents et les brigadiers scolaires;
- s'assurer que les brigadiers scolaires respectent les règles de sécurité en tout temps et en tout lieu.

Il est bien évident que cette étude ne peut pas étudier tous les cas où la responsabilité civile de la commission scolaire ou de parents peut être engagée, car elle ne vise qu'à faciliter la mise sur pied des brigades scolaires en connaissance de cause.

Conclusion

Le rôle majeur de la brigade scolaire consiste à inciter les écoliers à la prudence lors de leurs déplacements comme piétons et usagers de l'autobus scolaire. Sa mise sur pied constitue un atout précieux tant sur le plan de la sécurité des écoliers que sur celui de la formation personnelle et sociale de ses membres.

En effet, en plus de favoriser l'émergence d'attitudes sécuritaires, la participation à une brigade scolaire favorise le développement du sens civique, la socialisation et la prise en charge. Il s'agit donc d'une activité parascolaire formatrice qui prolonge et complète certains objectifs poursuivis dans le cadre du programme de formation personnelle et sociale.

Relativement à la responsabilité civile liée à une telle activité, les assurances que détiennent les commissions scolaires couvrent, à notre avis, la plupart des incidents possibles. La jurisprudence nous enseigne que l'homme prudent ne peut pas tout prévoir et que la responsabilité ne peut pas être mise en cause, si l'on a pris des précautions élémentaires.

Il faut donc s'assurer que tous les agents d'éducation intéressés soient bien informés des objectifs, du fonctionnement et des responsabilités concernant cette activité. Les parents devraient bénéficier d'une attention particulière à ce sujet. Au formulaire autorisant leur enfant à faire partie de la brigade scolaire est jointe une documentation suffisante pour leur permettre de prendre connaissance des activités auxquelles l'enfant participera ainsi que des responsabilités qui y sont rattachées.

Les organismes ayant participé à la préparation du présent document d'information invitent donc les commissions scolaires, les écoles et les parents à collaborer au développement de brigades scolaires dans une optique de sécurité accrue et de formation des jeunes.

**Les organismes membres
du Comité provincial de concertation
sur les programmes de sécurité routière
en milieu scolaire.**

- La Régie de l'assurance automobile du Québec
- Le ministère de l'Éducation du Québec
- Le ministère de la Justice du Québec
- Le Conseil scolaire de l'Île de Montréal
- La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec
- Quebec Federation of Home and School Associations
- Automobile et Touring Club du Québec (Le Club automobile du Québec)
- Parents-Secours
- L'UNICEF
- La Sûreté du Québec
- Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal
- Le Service de police de Laval
- Le Service de police de Longueuil
- Le Service de police de Québec
- La Ligue de sécurité du Québec
- Le Service de la circulation et du transport de la ville de Québec

